

CountrySide

N° 191

European Landowners' Organization

JANVIER-FEVRIER 2021 - BIMENSUEL - FR



Petite faune sauvage des champs et des prairies en Europe

Grand tétaras



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3** Petite faune sauvage des champs et des prairies en Europe

- 6** Le signal d'alarme de l'avenir que nous voulons

- 8** La reconnaissance faciale assure la traçabilité des bovins

- 10** Le prix « European Bee Award 2020 »

- 11** Sauvez la campagne espagnole !

- 12** Un nouveau projet pour ouvrir la voie à l'agroécologie en Europe
AGFOSY fin du projet

- 13** Un cours de formation pour développer des activités agricoles sociales fructueuses
Projet « Land Mobility »

- 14** Les moments forts de 2020, la dynamique 2021 !

- 15** Arbre européen de l'année 2021 et la conférence « Planter pour l'avenir »
Agenda

Les membres d'ELO soutiennent la conservation privée et investissent dans des outils et des pratiques qui profitent à la fois à l'environnement et à la société, où la biodiversité prospère et les écosystèmes s'épanouissent au bénéfice du plus grand nombre.

Nous accueillons avec grand intérêt une stratégie de collaboration visant à promouvoir la biodiversité dans nos campagnes. Cependant, nous trouvons choquantes les propositions actuelles de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 concernant les « zones strictement protégées » (ang. 'strict protected areas'), car elles ne reflètent pas la réalité de ce que nous devons faire.

Nous invitons les institutions européennes à repenser leur approche sur la définition des « zones strictement protégées ». Nombreuses sont les zones qui n'ont pas besoin d'une protection stricte, au contraire, comme le mentionnent de nombreux rapports à la base de cette initiative ; elles ont besoin d'une « protection effective » (ang. 'effective protection'). L'approche proposée crée des problèmes additionnels pour des activités telles que la « pêche, la chasse et la sylviculture », qui sont mentionnées comme étant des activités extractives.

La définition d'« activités extractives » fait référence à la prospection et à l'extraction de minerais, de pétrole et de gaz naturel, qui sont des ressources non renouvelables ; la pêche, la chasse et la sylviculture ne devraient donc jamais faire partie de cette catégorie.

Il y a une intention erronée de vouloir présenter ces activités comme étant nuisibles, alors qu'elles offrent en fait la possibilité d'améliorer la biodiversité lorsqu'elles sont appliquées correctement.

Une telle approche est une démarche condescendante qui ne respecte pas, une fois de plus, le rôle des acteurs de terrain. Pourquoi les rejeter alors que nous avons besoin de l'engagement de ce secteur de la société ? Les effets du changement climatique s'accroissent et nous devons donc prendre davantage de mesures pour préserver efficacement nos terres, car l'absence d'une gestion appropriée rendra nos forêts vulnérables aux incendies, aux maladies et aux infestations par des organismes nuisibles.

Étant donné qu'il faut davantage de mesures pour préserver notre écosystème, et non moins, cette interdiction générale d'activités telles que la chasse et la sylviculture en tant que mesure « top-down » concernant 10 % de la surface de l'UE aura de graves conséquences environnementales et socio-économiques, non seulement pour les propriétaires fonciers, les chasseurs et les forestiers, mais également pour les États membres eux-mêmes.

© Rudolf DEBRUYNE



Perdrix grises



© Rudi DEBRUYNE

Petite faune sauvage des champs et des prairies en Europe



Depuis plusieurs décennies, les plaines agricoles ont vu le nombre de leur petite faune des champs et des prairies diminuer de manière spectaculaire. Ce rapport décrit le déclin de la biodiversité dans les champs et les prairies en Europe et la manière dont l'Union Européenne a réagi en adoptant une législation relative à la nature et en développant une stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité, même si ces dernières n'ont pas toujours été couronnées de succès.

Jurgen TACK, Alain SCRIBAN, Valérie VANDENABEELE, Anne-Sophie MULIER, José GOMEZ-ACEBO, Josef JARY, Amedeo MISSIRI di LUSIGNANO, Martin FOX, Stephanie VAN MEENEN & Charles De FIERLANT DORMER

Le déclin des populations de faune sauvage résulte de multiples pratiques, parmi lesquelles le développement de mauvaises pratiques en agriculture, le remembrement des terres agricoles, l'urbanisation, l'utilisation de pesticides etc. L'agriculture est une partie de la solution et cette étude examine plus en détail les meilleures techniques de production agricole qui permettent d'allier compétitivité de l'exploitation et protection de la biodiversité : notamment effet du pâturage, utilisation raisonnée d'engrais et de pesticides.

Après avoir pris connaissance des causes de ce déclin de la faune sauvage des champs et des prairies, nous examinerons les pratiques les plus importantes relatives à la protection de la faune des champs et des prairies, en ce compris la gestion liée à l'habitat : haies, bandes enherbées et bandes de jachère qui fournissent des zones de refuge et des ressources alimentaires additionnelles dans le but de restaurer la faune sauvage. Bien que ces développements aient montré un impact positif sur la faune des champs et des prairies et, plus spécifiquement sur son avifaune, il a également été constaté que leur efficacité dépend de la cohérence avec laquelle ils sont implémentés comme de la taille de leurs zones de mise en place. En parallèle à la gestion des habitats, ce rapport décrit les pratiques managériales au niveau des espèces, parmi lesquelles la régulation des prédateurs et le nourrissage artificiel. Mais nous nous intéresserons également à des pratiques plus innovantes telles que des différents types

d'agricultures au travers de solutions fondées sur la nature. Nous nous demanderons si l'agriculture « biologique » a un réel impact positif sur la biodiversité et nous examinerons la possibilité de coopération entre les différents intervenants dans les zones rurales. Nous nous pencherons également sur l'importance du gardiennage et sur la manière dont le label «Wildlife Estates» peut jouer un rôle dans la reconnaissance publique dont les propriétaires fonciers privés ont tant besoin.

Afin d'encourager les actions volontaires en faveur de l'environnement dans les zones agricoles, la PAC a instauré le programme de mesures agroenvironnementales (MAE) fondé sur des contrats pluriannuels, y compris celles ayant un impact sur le climat (MAEC). Ceux-ci permettent la mise en œuvre d'actions en périphérie et au sein-même des champs de cultures augmentant la capacité d'accueil des plaines, c'est-à-dire la capacité d'un territoire (et de ses habitats) à accueillir une certaine densité d'individus pour chaque espèce. Ce rapport se félicite de la nouvelle PAC en cours d'élaboration et notamment du rôle qu'elle pourrait jouer dans la protection de la petite faune sauvage. Outre le financement de la PAC, le programme LIFE peut également jouer un rôle dans la protection de la petite faune, plus particulièrement dans les zones Natura 2000.

Nous concluons ce rapport par un certain nombre d'études de cas ayant mis en pratique avec succès l'un des instruments ou

l'une des méthodes décrits ici. Car comme toujours, c'est au fruit que l'on juge l'arbre.

Recommandations politiques

Vers une stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité pour 2030 :

- Les stratégies successives de l'UE en faveur de la biodiversité n'ont pas réussi à enrayer la perte de biodiversité dans l'Union européenne. Elles n'ont même pas été capables d'en ralentir le déclin. C'est également le cas de la biodiversité des champs et des prairies.
- Il est nécessaire de renforcer la cohérence entre les différentes stratégies successives et parallèles liées à la biodiversité et à l'agriculture.
- La nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité propose d'augmenter les zones protégées de 30 %. Cela ne peut être réalisé qu'avec le soutien des propriétaires fonciers privés. Ces derniers doivent devenir de véritables partenaires dans ce processus en les associant à toutes les étapes du processus décisionnel. Étant donné que les mesures volontaires se sont avérées très efficaces parmi les propriétaires privés, nous demandons la mise en place d'un large éventail d'outils volontaires de conservation des terres privées. Plusieurs projets Life+ ont répertorié de tels outils et montré l'intérêt des propriétaires privés. En développant et



Grande outarde

en fournissant des paiements pour les services écosystémiques conformément aux pratiques du marché, la conservation de la nature peut même devenir une partie florissante de l'économie rurale.

- La stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité pour 2030 suggère également qu'un tiers des zones protégées soit soumis à une protection stricte (10 % des terres et 10 % de la mer). Or, tout concept de « protection stricte » qui ne tiendrait pas compte du changement environnemental et climatique comme de ses effets dynamiques, pourrait même avoir un impact négatif sur la biodiversité : par exemple, cela n'empêcherait pas certains habitats de disparaître.
- La réduction proposée des pesticides chimiques devrait aller de pair avec le développement d'alternatives plus respectueuses de l'environnement et permettant aux agriculteurs d'assurer la sécurité alimentaire de l'Europe et du monde. Cela nécessite des actions visant à réviser le processus d'approbation réglementaire des méthodes et des produits de lutte biologique pour en permettre un déploiement plus rapide. Afin de revoir les dispositions réglementaires affectant les efforts d'internalisation de la protection des végétaux dans les génotypes de cultures, il conviendra d'utiliser les meilleures technologies que la biotechnologie moderne peut offrir. L'apport de l'agriculture de précision fait désormais partie de l'amélioration des pratiques en tant que solution durable permettant la réduction des intrants.
- Un ensemble croissant d'outils pour la conservation des terres privées, y compris les systèmes de certification, le paiement des services écosystémiques, les avantages fiscaux et les labels pour la gestion de la conservation de la nature ou pour les produits naturels et durable, sont actuellement à l'étude et devraient être mis en œuvre pour permettre aux propriétaires privés de participer et de contribuer pleinement à la conservation de la nature.

Passionné d'observation et de chasse au petit gibier depuis mon enfance, j'ai assisté à son déclin inexorable. Me rendant compte que l'élevage n'est pas une solution durable, je m'en suis ouvert à mon ami Tony de KETTENIS, à l'époque Chef de délégation des belges au CIC. C'est lui qui a eu l'idée de demander à Thierry de l'ESCAILLE si ELO pouvait lancer une étude sur le sujet. J'espère de tout cœur que l'Europe nous entende et que tous ces magnifiques animaux viennent repeupler un jour prochain nos campagnes. Eric JOLLY, membre des Friends of the Countryside

Vers la PAC

- Les mesures agro-environnementales (haies et talus boisés, promontoires herbeux et lisières de champs, lisières de bois, jachères pour la faune, bande pollinisatrice, prairies de foin, bandes de fleurs, chaumes hivernants et broussailles) se sont avérées une contribution significative à la diversité de la population de petites faunes sauvages.
- L'impact des technologies modernes de récolte et de fauchage est largement négatif. Toutefois, il arrive que de petites adaptations dans l'utilisation de ces technologies aient un effet positif significatif. Le simple ajustement de la vitesse des faucheuses peut déjà donner des résultats non négligeables. Les temps de fauchage et de ré-



Lapin

colte ont également un impact majeur sur le taux de survie et le succès de reproduction des petits animaux sauvages.

- L'agriculture biologique, contrairement à l'agriculture élaborée au travers de solutions fondées sur la nature, ne contribue pas de manière significative à la biodiversité que ce soit au niveau de l'exploitation ou d'un territoire.
- Le choix des cultures joue un rôle important dans la dynamique de populations des petites espèces sauvages.
- Le pâturage extensif est la méthode de production de prairie la plus attrayante pour la plupart des petites espèces animales (mammifères, oiseaux, insectes, petites reptiles batraciens, micro-organismes etc.), car il offre un couvert tout en permettant une plus grande abondance d'insectes. Bien que certaines espèces, comme celles de la sous-famille des vanellinés (vanneau) et la perdrix grise, bénéficient d'un pâturage plus intense. L'utilisation de vermicides et d'antibiotiques doit cependant être découragée jusqu'à ce que leur travail sur les biotiques des excréments soit terminé. Leur effet entraîne la réduction d'une quantité importante de nourriture pour les insectes et ralentit le compostage des excréments.
- Les systèmes agricoles à haute valeur naturelle, l'agriculture pratiquée au travers de solutions fondées sur la nature, le développement de l'économie circulaire dans l'agriculture se fondent sur de nouvelles méthodes agricoles actuellement à l'étude et avec des résultats prometteurs pour les populations de petits animaux sauvages. Bien qu'il soit souvent affirmé que l'écologisation de la PAC telle qu'elle est actuellement mise en œuvre n'améliore pas les performances environnementales et climatiques, il demeure incertain que ce soit réellement le cas. La période de mise en œuvre reste en tout état de cause très courte pour que l'on puisse parvenir à des résultats concluants. En tout état de cause, même si la conservation de la nature a été subventionnée pendant des décennies, cela n'a pas suffi à inverser la tendance concernant la perte de biodiversité.
- Dans le cadre de la nouvelle PAC, les paiements pour les écosystèmes représentent un instrument prometteur, à condition que ce soient les résultats obtenus et non la taille des terres d'un agriculteur individuel qui servent de base au paiement.
- Les éco-régimes pourraient contribuer de manière significative à la transmission de biens publics. Il sera toutefois difficile de déterminer la valeur de la biodiversité pour la société, par exemple. Un autre problème lié au paiement des biens publics est la nécessité de procéder à des rapports et à des vérifications approfondies. Afin de garantir un traitement égal de tous les agriculteurs, prévoir une part obligatoire de l'enveloppe nationale des paiements directs pour les régimes écologiques est nécessaire.

La version intégrale de ce rapport est accessible sur le site ELO www.elo.org

— IL EST TEMPS DE — **MONTER EN GAMME**

N° 1 EN TRANSPORT*



COMPARAISON DU JOHN DEERE 6215R AVEC LES MODÈLES CLAAS AXION 830, DEUTZ-FAHR 7250 TTV, FENDT VARIO 826 ET NEW HOLLAND T7.270**

Lorsque, au cours d'un essai, un tracteur affichant 215 ch tracte 30 tonnes non seulement bien plus rapidement, mais aussi en consommant bien moins de carburant que les modèles « plus puissants » sur le papier... La raison ? La puissance du 6215R est transmise au sol avec efficacité grâce aux performances exceptionnelles de sa transmission*.



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

* « Comparé à des tracteurs standard (hors Unimog), le modèle John Deere présente la plus faible consommation de carburant. [...] Il est intéressant de constater que, malgré sa faible consommation de carburant, le 6215R s'est avéré le plus rapide lors de l'accélération avec deux remorques. » Essai réalisé en 2020 sur des tracteurs par la Chambre d'agriculture de Basse-Saxe (Allemagne) ; www.lwk-niedersachsen.de.

** Sur la base de l'essai réalisé en 2020 sur des tracteurs par la Chambre d'agriculture de la Basse-Saxe (Allemagne), lors duquel le John Deere 6215R AutoPower™ a été comparé aux modèles Claas Axion 830 CMATIC, Deutz-Fahr 7250TTV, Fendt Vario 826, New Holland T7.270 AutoCommand et Unimog U427 ; www.lwk-niedersachsen.de.

Le signal d'alarme de l'avenir que nous voulons

L'année passée a déclenché globalement une remise à zéro de multiples dimensions. Nous avons assisté à une réinitialisation de notre mode de fonctionnement économique, avec des économies à l'arrêt et des gouvernements qui ont mis en place les plus grands plans de relance de l'histoire récente. Les points de non-retour écologiques sont devenus encore plus visibles, et il est devenu encore plus évident que nous sommes hors de « l'espace de fonctionnement sûr » pour de multiples systèmes terrestres. Nous avons assisté à une politisation renouvelée des sociétés - avec des citoyens et des hommes politiques qui débattent et se battent avec des preuves scientifiques sur la façon de faire face à une catastrophe mondiale qui se déroule sous nos yeux. Plus que tout, la pandémie mondiale nous a obligés à nous poser des questions fondamentales sur notre vie sur cette planète : en quoi consiste une « bonne vie » et dans quelle mesure s'aligne-t-elle avec l'avenir que nous souhaitons ?

Janez POTOČNIK, Président du FFA2021 & partenaire chez SYSTEMIQ

À la lumière de cette remise à zéro mondiale, le Pacte vert pour l'Europe (ang. European Green Deal - EGD), dont les principales initiatives ont été concrétisées en 2020, a fait preuve d'une ambition positive et a créé un véritable changement de paradigme dans la politique européenne et au-delà. Il a été introduit comme un nouvel objectif stratégique, soutenu par un nouvel ensemble d'hommes politiques qui ont mis tout leur poids politique derrière cette initiative. Le EGD définit une nouvelle stratégie de croissance en reconnaissant que les objectifs environnementaux et économiques ne sont pas contradictoires et que le développement économique futur dépend de la manière dont nous préserverons et protégerons notre capital naturel.

Toutefois, bien que le EGD ait formulé une ambition positive (comme la neutralité carbone d'ici 2050, la dissociation de la croissance et de l'utilisation des ressources, et la nécessité d'une transition juste et équitable), sa mise en œuvre est très incertaine. Dans de nombreux cas, les initiatives politiques qui composent le EGD n'abordent pas suffisamment les facteurs et les pressions qui sont à l'origine des inégalités sociales et des dommages environnementaux qui nous ont amenés à dépasser les limites planétaires dans le passé et à empiéter sur les systèmes naturels de telle sorte que les maladies zoonotiques deviennent de plus en plus probables.

30 % des fonds européens sont consacrés à la lutte contre le changement climatique, ce qui représente la part la plus importante jamais allouée dans le budget européen. Toutefois, il reste encore une part importante du budget qui soutient le statu quo et un type d'économie qui nous a conduit aux problèmes dont nous sommes témoins. Le cas le plus évident est probablement lié à la Politique Agricole Commune (PAC) qui a bloqué jusqu'en 2027 des budgets qui ne tiennent pas suffisamment compte des moteurs et des pressions sous-jacentes de nos crises écologiques. Pour atteindre les objectifs du



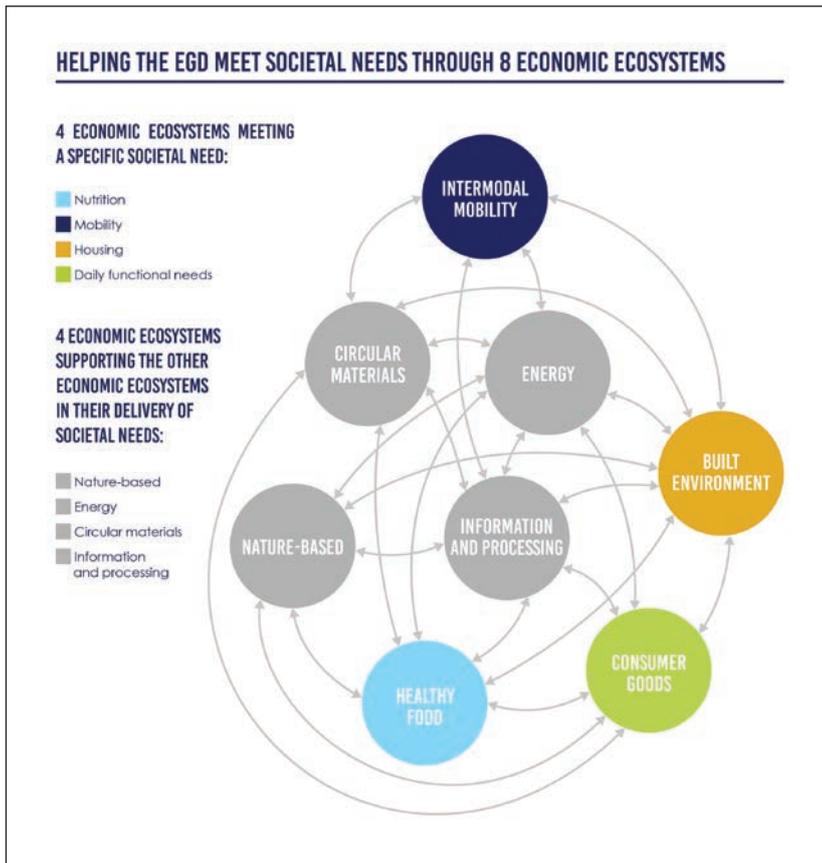
Le « System Change Compass ». Dix principes pour redéfinir notre système au service des hommes et de la planète.

EGD des ajustements marginaux et des modifications de notre modèle économique passé ne suffiront pas. Seul un véritable changement de système peut aligner l'activité économique humaine tenant compte des limites planétaires et répondre aux besoins de nos sociétés.

Une approche intéressante pour réaliser ce changement de système nécessaire est le « System Change Compass », développé par SYSTEMIQ et le Club de Rome. Il comprend dix principes pour redéfinir notre système économique et sociétal au service des personnes et de la planète.

Les dix principes de cette « boussole » abordent tous les leviers du système européen. Ils sont fondés sur l'objectif de créer la prospérité et le bien-être en répondant aux besoins de la société en tenant compte des limites de la planète. Afin d'atteindre cet objectif, le « System Change Compass » s'attaque à une série de croyances jusqu'alors incontestées pour leur proposer une nouvelle façon de penser.

Par exemple, pour atteindre une véritable prospérité, nous devons faire preuve d'équité sociale et passer d'une prospérité uniquement définie par une croissance économique globale à une prospérité définie par un déve-



veloppement économique équitable et social - avec de nouveaux indicateurs qui sont directement liés au bien-être de notre société et de notre planète. Comme la pandémie l'a si cruellement démontré, la véritable prospérité ne vient pas de la possession de biens matériels et de produits, mais de la capacité à les ressentir et de les partager conjointement avec nos semblables. La « boussole » appelle donc également à une redéfinition de la consommation - en abandonnant la possession de produits comme élément central de nos habitudes de consommation et en créant un système qui donne la priorité à la façon dont nous vivons l'expérience et à l'utilisation des produits et des services.

La « boussole » nous invite également à «faire le ménage» dans la manière dont nous utilisons et exploitons les ressources naturelles dans le cadre de l'activité économique. La comptabilisation du capital naturel et les nouveaux marchés des services écosystémiques doivent être introduits pour nous permettre de reconnaître la valeur systémique de nos ressources naturelles. Nous devrions commencer à taxer les activités nuisibles et non désirées - tout en subventionnant celles qui augmentent notre capital naturel et le bien-être de la société. Les «externalités», c'est-à-dire les conséquences négatives de l'activité économique telles que la dégradation de l'eau et des sols, les émissions de CO₂ ou les effets sur la santé, devraient représenter une charge économique proportionnelle aux dommages

qu'elles causent à la société et à nos ressources naturelles.

La « boussole » prévoit également un système de gouvernance plus innovant et plus axé sur la mission. Pour relever les défis de notre époque en matière de climat, de biodiversité, de consommation des ressources, de santé et de bien-être, les gouvernements devront appliquer une approche de type «DARPA» (agence pour les projets de recherche avancée en matière de défense) pour trouver des solutions innovantes et créer des plateformes de coopération entre les sphères publique et privée.

Tout cela nécessitera de nouvelles formes de leadership qui impliquent une réflexion plus systémique, un ensemble d'individus plus diversifié et de nouveaux accords intergénérationnels à tous les niveaux de gouvernance. Le succès de la *Convention citoyenne pour le climat* en France et de formats similaires dans d'autres pays montre que les citoyens sont prêts à prendre des décisions apparemment radicales pour résoudre des problèmes de société et des problèmes mondiaux. Par exemple, l'Assemblée nationale a voté en faveur de l'inscription de la préservation de la biodiversité, de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique dans l'article 1 de la Constitution française ; de l'introduction d'une législation sur le crime d'écocide ; et de la suppression en grande partie du transport aérien intérieur.

Un nouveau système, qui redéfinit notre mode opératoire économique, politique et socié-

tal, ne sera pas seulement meilleur pour la planète et notre bien-être sociétal - il sera également plus performant sur le plan économique. Déjà pendant la pandémie, nous avons constaté que les portefeuilles dits ESG (actions d'entreprises qui obtiennent de bons résultats sur les indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise) ont surpassé ceux des portefeuilles classiques.

Les changements cruciaux suggérés par le « System Change Compass » auront de profondes implications pour nos systèmes économiques actuels. La « boussole » identifie huit écosystèmes économiques - centrés sur la satisfaction de besoins sociétaux tels qu'une alimentation saine, la mobilité, le logement et les besoins fonctionnels quotidiens - qui contiennent chacun un éventail de possibilités de développement liées à des sous-industries susceptibles de croître (économiquement et en termes d'impact sociétal positif) en fonction de l'introduction des principes du « System Change Compass ». Ils constitueront la future épine dorsale industrielle de l'Europe, qui est hautement capable de répondre à nos besoins sociétaux sans dépasser les limites de la planète.

Il y a près de dix ans, la conférence des Nations unies sur le développement durable Rio+20 a abouti à la conception de « L'avenir que nous voulons », qui a servi de base aux 17 ODD adoptés en 2015 par l'Assemblée générale des Nations unies. Un document visionnaire qui fixe la trajectoire jusqu'à la fin de cette décennie. À mi-chemin de 2030, nous pourrions apprendre que, sans toucher à certains des fondements de nos systèmes économiques, nous ne parviendrons pas à atteindre nos objectifs. Il est essentiel de passer à la vitesse supérieure, il est essentiel de suivre les chemins tracés par la « boussole ». Elles sont universellement applicables et pertinentes au niveau mondial et pour toute économie, et pas seulement pour la mise en œuvre du EGD en Europe.

Si beaucoup disent que le monde post-Covid ne sera plus le même, c'est le contraire qui est vrai. Il sera le même. Les défis qui existaient avant la pandémie restent les mêmes, mais nous espérons maintenant mieux les comprendre. Il est probable que la fréquence et la gravité des épidémies liées à la santé, des phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat, etc. augmenteront à l'avenir. Nous devons repenser la manière dont nous gérons les risques, en tant qu'individus et collectivement, en tant qu'entreprises privées et décideurs publics, au niveau local et mondial. Nous devons collaborer davantage pour construire des sociétés résilientes et être mieux préparés. L'avenir que nous voulons ne viendra pas seulement parce que nous le voulons.

Pour plus d'informations sur le « System Change Compass » :
<https://www.systemiq.earth/system-change-compass/>

La reconnaissance faciale assure la traçabilité des bovins

Il y a cent ans, une nouvelle technologie était sur le point de changer la vie des gens de manière inimaginable. En 1920 on se servait déjà de l'ampoule électrique, mais toutes les autres utilisations de l'électricité ne faisaient que commencer. Le ventilateur électrique, le grille-pain électrique et la machine à laver électrique étaient des idées révolutionnaires. Les nouvelles applications de cette technologie appelée «électricité» ont changé le mode de vie des populations.



Emmanuelle MIKOSZ, ELO

Aujourd'hui, on peut en dire autant pour l'apprentissage profond de l'intelligence artificielle (IA). Elle va changer nos vies. Elle nous permet d'analyser et de trier des masses de données en recherchant des différences extrêmement faibles entre les individus à l'aide de la nanotechnologie et de la biométrie. Cela constitue la base de la reconnaissance faciale humaine. On a recours à cette méthode depuis près de 40 ans mais actuellement cette technologie a trouvé de nouvelles applications.

Joe HOAGLAND a créé une nouvelle race de bétail il y a 25 ans et a mis sur pied « l'American Black Hereford Association ». Aujourd'hui il a développé une application pour téléphone portable permettant de suivre les mouvements du bétail grâce à la technologie de reconnaissance faciale. Cette application s'appelle « CattleTracs ».

La photo-analyse se prête particulièrement bien à l'apprentissage profond de l'intelligence artificielle. « *Si vous envisagez de faire des études de médecine, ne devenez pas radiologue parce qu'au moment où vous serez diplômé il y aura une machine qui fera les choses à votre place* », explique Joe HOAGLAND. L'intelligence artificielle peut remplir cette fonction et bien d'autres similaires, par exemple la gestion des cultures plus sophistiquées en utilisant l'imagerie satellite.

La reconnaissance faciale basée sur l'IA fonctionne de deux façons. Tout d'abord, en localisant les points clés du visage, elle peut produire un résultat unique en utilisant les angles et les distances entre les autres points



Pour chaque image animale (1ère colonne), on trouve des visages humains les plus proches en termes de pose. Ces derniers sont utilisés pour former un réseau de distorsion qui permet à un animal de prendre la forme d'un visage humain.

clés. Ensuite, elle compare le modèle binaire local des pixels de cette photographie. C'est-à-dire qu'elle examine chaque pixel d'une photographie et le compare aux huit pixels qui l'entourent pour détecter les différences de texture. Elle produit également un résultat unique. La combinaison de ces deux comparaisons permet d'identifier les personnes même dans le cas d'une image partiellement cachée ainsi qu'au fur et à mesure que ces personnes vieillissent.

Les gens veulent savoir comment nous pouvons identifier le bétail en fonction de son âge, simplement d'après des photos. Il s'agit toujours de la probabilité de correspondance

qui identifie un animal au fil du temps. Le niveau de confiance de l'algorithme s'améliorera avec la pratique grâce à l'apprentissage approfondi de l'intelligence artificielle, à mesure que la base de données recueillera, dans le temps, des images.

En matière de reconnaissance faciale humaine, les scientifiques ont identifié environ 200 points faciaux clés. Les taux de précision sont proches de 100 %. Il est intéressant de noter que le même type de points clés se retrouve sur la face des animaux.

Cette technologie fonctionne sur les animaux tout comme sur les humains. Cependant, pour reconnaître quelque chose, il faut l'avoir



Joe HOAGLAND





déjà vu. En d'autres termes, cet animal doit avoir été introduit dans la base de données pour qu'il y ait une correspondance ou une reconnaissance confirmant qu'il s'agit bien du même individu.

Cette science s'appelle la biométrie. Il s'agit de la mesure d'angles et de distances uniques de caractéristiques de points faciaux clés. Cela fonctionne de la même manière chez les animaux. Tout comme la technologie « Safe City » de Huawei a été utilisée pour localiser et suivre des personnes « ciblées » aux arrêts de métro et dans les gares, elle a été utilisée pour identifier et suivre des ours par une société californienne appelée « BearID ».

La localisation de ces éléments clés biométriques est un travail fastidieux. Chez l'ours, il a fallu près de deux ans pour localiser environ une douzaine de caractéristiques clés. Celles-ci ont permis d'obtenir un taux de fiabilité d'identification de près de 85% chez les grizzlis étudiés.

Après trois ans de recherche, *Black Hereford*

Holdings, Inc., qui a été fondée par Joe HOAGLAND, membre des *Friends of the CountrySide*, a identifié plus de deux douzaines de ces clés biométriques pour le bétail en développant un algorithme que les producteurs du monde entier peuvent utiliser pour identifier et suivre les animaux individuels de la chaîne d'approvisionnement pour la filière bovine. « *Savoir d'où vient notre nourriture nous rend plus sûrs et nous permet de rester en meilleure santé que si nous ne le savions pas* », souligne Joe HOAGLAND.

Ce nouveau produit est un moyen peu coûteux et non invasif permettant d'utiliser la technologie de reconnaissance faciale pour vérifier l'âge et la provenance du bétail. Il utilise une application gratuite pour téléphone portable appelée « CattleTracs ».

Il active la fonction de caméra dans un téléphone portable qui ne photographiera qu'une face du bovin. Il prend automatiquement cette photo lorsque le téléphone est positionné à l'angle et à la distance corrects pour la reconnaissance faciale.

L'image est ensuite téléchargée dans une base de données sécurisée avec la date et la position GPS. Ces informations sont stockées dans la « blockchain » afin qu'elles ne puissent pas être modifiées mais seulement ajoutées lorsqu'une autre image correspond à une photographie précédente dans la base de données. Ainsi, lorsqu'un animal se déplace dans la chaîne d'approvisionnement pour la filière bovine, il peut être suivi jusqu'au point de collecte final.

Des chercheurs de l'université d'État du Kansas ont collecté des images de plus de 1000 têtes de bétail pour tester la technologie « CattleTracs ». Leur étude de validation du concept a révélé un niveau de précision de 94 %. Comme pour toute reconnaissance faciale, plus la base de données est importante, plus l'identification est solide. Ceci est le prodige de l'intelligence artificielle.

L'application pour le téléphone portable est gratuite. Tout le monde peut l'utiliser. Les in-

formations sur l'utilisateur ne sont pas enregistrées. « CattleTracs » enregistre simplement les bovins au moyen de leur photo prise à un certain endroit et à un certain moment. Il suffit de la télécharger à partir d'une App Store près de chez vous. Rendez-vous sur le site www.cattletracs.com pour plus de détails sur le téléchargement de l'application. La vérification de l'âge et de la source récompensera les producteurs pour la qualité de leur produit. En cas d'apparition d'une maladie du bétail similaire à la grippe porcine africaine dans la filière porcine, la traçabilité fournie par cette application rendra notre chaîne d'approvisionnement alimentaire plus sûre et plus saine pour nous tous.



webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com



©Bee Award 2020

Let it Be



©Bee Award 2020

StopVespa

Le prix « European Bee Award 2020 » :



'Let it Bee' et 'StopVespa' reçoivent les premiers prix

Avec une cérémonie de remise de prix en ligne animée par le député européen Franc BOGOVIČ, la 7^e édition du prix « European Bee Award » a reconnu le travail et l'engagement mis en place grâce à des idées et des pratiques innovantes pour protéger et promouvoir les abeilles et les pollinisateurs si essentiels pour préserver et restaurer la biodiversité dans les paysages agricoles européens.

Le prix a été créé par l'ELO et CEMA en 2014 afin de récompenser les projets innovants, efficaces et évolutifs qui protègent les abeilles et les pollinisateurs en Europe.

Le concours du « European Bee Award » a reçu un nombre retentissant de 21 candidatures provenant de 12 pays. La cérémonie, qui s'est tenue le 9 décembre dernier, a été suivie par plus de 250 participants.

Les lauréats de l'édition 2020 sont :

- pour le prix attribués pour des pratiques de gestion des terres : **'Let it Bee' de la National Federation of Group Water Schemes**. Elle a mis en place un projet global visant à promouvoir des pratiques agricoles durables qui permettent d'améliorer la qualité de l'eau à la source, d'accroître la biodiversité et de renforcer la sensibilisation au climat. Le projet comprend un programme pilote qui fournit aux agriculteurs des abeilles, des ruches, des combinaisons, l'équipement nécessaire ainsi qu'une formation et un encadrement, et les encourage à agir en tant qu'ambassadeurs de l'amélioration de la biodiversité.
- pour le prix de l'application de solutions technologiques innovantes : **'StopVespa' de l'Università degli Studi di Torino**. Le projet Life 'StopVespa' a développé une technologie radar harmonique innovante pour suivre les frelons volants du frelon jaune d'Asie (*Vespa velutina*), une espèce envahissante qui menace les abeilles domestiques et les pollinisateurs sauvages d'Europe.

- la **'Copenhagen City Bee Association (Bybi)'** a reçu une mention spéciale du jury pour son impressionnant travail de promotion des ruchers et de la fabrication du miel dans un environnement urbain collaboratif.

Thierry de l'ESCAILLE, secrétaire général d'ELO a souligné que « La protection des pollinisateurs va de pair avec la protection de notre environnement et de notre système alimentaire. Avec le changement climatique à l'horizon, nous ne pouvons pas rester passifs, nous devons prendre le contrôle dès que possible. C'est une responsabilité inévitable que nous devons assumer et ce faisant, nous serons récompensés ».

Gilles DRYANCOUR, président du comité stratégique du CEMA et membre du jury du « Bee Award » a reconnu que « ce prix reste un outil crucial pour identifier et démontrer de bons projets visant à protéger la santé des pollinisateurs européens. Lors de sa création en décembre 2013, Walter HAEFEKER (président de l'Association européenne des apiculteurs professionnels) et moi-même ne savions pas que nous devions anticiper

les objectifs de la Stratégie sur la biodiversité, fixés par la Commission européenne en mai de la même année, ainsi que l'objectif spécifique de stopper et d'inverser le déclin des pollinisateurs. C'est un objectif que les membres de la CEMA partagent pleinement, car nous sommes convaincus que l'agriculture durable est le seul moyen de maintenir la force et la compétitivité de l'UE. Dans notre esprit, il ne fait aucun doute que les nouvelles technologies de précision que notre industrie met sur le marché contribueront à atteindre ces objectifs ambitieux. »

L'événement a également bénéficié des contributions de Humberto DELGADO ROSA, directeur du capital naturel, DG Environnement, Commission européenne, et du Dr Michael GARRATT, l'Université de Reading, président du Jury.

Pour en savoir plus sur les lauréats :

 www.europeanlandowners.org

 www.cema-agri.org

 #EUBeeAward



©Bee Award 2020

Copenhagen City Bee Association (Bybi)



© José María FINAT



© José María FINAT



© José María FINAT



© José María FINAT

Sauvez la campagne espagnole !

Nombreux sont ceux qui, dans la gestion de notre campagne péninsulaire, ont, par conviction, par nécessité ou par situation géographique, respecté historiquement le territoire, la forêt méditerranéenne, le pâturage et ont pris soin de l'essence de l'écosystème, ainsi que de la faune qui habite ces espaces.

José María FINAT, membre des Friends of the Countryside

Ces territoires, pleins de richesses, sont aujourd'hui soumis à d'intenses restrictions et contrôles par diverses administrations, telles que la ZEPA, le LIC, le réseau Natura, etc. qui soumettent les authentiques forêts méditerranéennes, dans leurs formes les plus sauvages, à des restrictions et des contrôles stricts qui limitent fortement l'activité économique.

De plus, ces territoires sont mal vus car étant administrés selon des méthodes traditionnelles telles que la chasse, la taumachie ou même l'élevage. L'impact économique est important, car les anciennes méthodes ne sont plus viables, pour des raisons évidentes de mondialisation. Ces zones quasi-désertiques ne peuvent pas rivaliser avec le marché mondial et la concurrence mondiale où la production est beaucoup moins chère. Et pourtant, la chasse et l'élevage extensif sont les seules activités possibles dans ces zones, activités contre lesquelles la société s'insurge de plus en plus.

Il faut bien préciser que ces territoires ont

toujours respecté l'environnement, et que ce milieu rural était productif. Il n'était pas contraint de rivaliser avec le monde entier, avec la globalisation.

Quant à la manière dont ces territoires sont légiférés, elle va à l'encontre de la faune car les lois défendent le gibier et pourtant, ce devrait être l'inverse : la faune devrait être défendue contre la pression de la chasse, ainsi que contre la pression sociale. Il est absurde que les zones soumises à des restrictions importantes, de ZEPA, LIC etc., des zones de moins de 1000 hectares, par exemple ne puissent pas être clôturées ou que des clôtures perméables ne puissent pas être placées près des routes pour éviter les accidents.

En d'autres termes, l'objectif est de limiter les petites zones bien entretenues et gardées, mais de laisser libre le labyrinthe des routes qui les entourent et qui se trouvent à leur périphérie. Soit on uniformise les mesures à l'ensemble de la société et des territoires, soit on crée des corridors verts pour

la faune, car si l'on ne dépend que des zones gérées via des méthodes anciennes je crois que l'écosystème ne tiendra pas le coup, comme c'est le cas actuellement et que des espèces disparaissent.

En même temps, il y a d'autres territoires, qui étaient aussi autrefois de riches forêts indigènes, qui ont été transformés par intérêt économique en grandes extensions d'oliveraies, de vergers, des terrains d'irrigation, de vignes ou d'asphalte, en lotissements, en terrains de golf, en vergers, etc. Sur la côte, des milliers d'hectares d'agriculture intensive, des oliveraies, ou la Rioja elle-même, malheureusement, dans ces écosystèmes, dans de nombreux cas, la faune indigène n'est pas prise en compte, souvent même elle est chassée jusqu'à l'extermination.

Dans les territoires si mentionnés, il n'y a ni restriction ni contrôle ; ils peuvent faire ce qu'ils veulent et, en général, ils ont plus de facilité à survivre économiquement.

Afin d'avoir plus d'informations :
www.wildlife-estates.eu



Un nouveau projet pour ouvrir la voie à l'agroécologie en Europe

Juliette OLIVIER, ELO

L'agroécologie, définie comme l'utilisation de processus écologiques dans les systèmes de production agricole, a été identifiée comme un moyen de surmonter les défis du changement climatique et de fournir une alimentation saine et suffisante, ainsi que des bioressources. Le projet ALL-Ready, financé par le programme Horizon 2020 et lancé en novembre 2020, vise donc à amplifier la transition vers l'agroécologie en Europe et à renforcer l'écosystème européen de la recherche et de l'innovation agroécologiques.

Le consortium ALL-Ready réunit 12 organisations à travers l'Europe, qui possèdent un large éventail de compétences, de disciplines et de capacités de mise en réseau, et assure la portée du réseau au niveau européen.

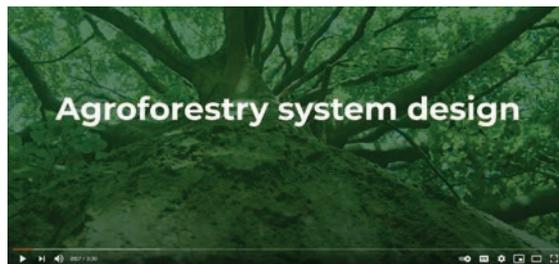
L'objectif spécifique de ALL-Ready est de préparer et de piloter un réseau européen de laboratoires vivants (LV) et d'infrastructures de recherche (IRs) qui permettra la transition vers l'agroécologie dans toute l'Europe. À cette fin, ALL-Ready construira ce réseau pour répondre aux questions suivantes :

- quels critères peuvent être utilisés pour caractériser les systèmes agroécologiques et suivre leur transition ? Quelles sont les méthodologies utilisées pour la co-conception et la co-création de nouveaux systèmes ?
- qui sont les acteurs impliqués (agriculteurs, coopératives, gestionnaires de l'eau et des paysages, ONG, consommateurs, ...), dans quelles (sortes d') activités et avec quelle gouvernance ?
- quelle est la diversité des transitions et comment promouvoir l'apprentissage mutuel à travers l'Europe ?

ELO sera impliqué dans la construction du réseau, aidera à développer des recommandations politiques et participera à la communication des résultats du projet aux acteurs concernés.



Grant Agreement number 101000349



Agroforestry system design
181 views · Nov 20, 2022



AGFOSY fin du projet

Daniel MONTELEONE, ELO

Le 30 novembre, le projet AGFOSY a officiellement pris fin. Outre la conférence finale (mentionnée dans notre numéro précédent), le projet a fait l'objet de deux autres mises à jour importantes. La première de ces mises à jour était la production intellectuelle (Intellectual Output) 5, composée de vidéos intitulées « Systèmes Agroforestiers » postées en plusieurs langues sur Youtube. Ces vidéos, d'une durée de plusieurs minutes, enseignent l'agroforesterie aux agriculteurs et aux propriétaires terriens dans le cadre de petites sessions explicatives. Plusieurs études de cas ont été présentées, y compris par des propriétaires terriens affiliés à ELO. Nous vous invitons à vous abonner à la chaîne afin de vous tenir au courant de toutes les nouveautés en matière d'agroforesterie.

La deuxième et dernière mise à jour du projet a été la production intellectuelle (Intellectual Output) 6 - l'essai pilote. Initialement prévue pour une session en présentiel, ce que la situation à Bruxelles en 2020 a rendu impossible, nous avons rencontré individuellement des dizaines de propriétaires terriens (virtuellement, bien sûr) et avons passé en revue les cinq productions intellectuelles précédentes avec eux. Presque toutes les réactions à nos années d'efforts ont été extrêmement positives.

Bien que le projet soit officiellement terminé, nous sommes heureux que les sites web, les vidéos sur Youtube, les modules de formation, les comptes de réseaux sociaux et tous les diverses productions intellectuelles restent en ligne pour permettre aux agriculteurs, aux propriétaires terriens et aux formateurs d'étudier et d'apprendre sur l'agroforesterie à leur propre rythme dans plusieurs langues européennes.

Pour plus d'informations, veuillez nous contacter par email Daniel.monteone@elo.org ou sur nos réseaux sociaux et nous vous aiderons à comprendre quels types d'agroforesterie fonctionnent le mieux pour vous ou vous mettrons en contact avec d'autres experts en agroforesterie.

[agfosy_erasmus](#)

[agfosy](#)

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union



SOEKKKNONPROFIT KFT.
Szívvel és Levelemmel Központosított Képzési Központ
Nemprofit Körlató Földhasználati Társaság



ASSOCIATION FRANÇAISE
AGROFORESTERIE
L'agriculture dans les règles de l'art



ELO
European Landowners' Organisation





Un cours de formation pour développer des activités agricoles sociales fructueuses

Juliette OLIVIER, ELO

Les partenaires des FARCURA se sont réunis en ligne les 14 et 15 janvier pour discuter de la finalisation du cours de formation visant à doter les agriculteurs et les travailleurs sociaux/santé/éducation des connaissances, des compétences et des aptitudes nécessaires pour développer et améliorer l'agriculture sociale.

Ce cours a été élaboré sur base d'enquêtes menées par les partenaires sur les principaux enjeux et défis de l'agriculture sociale, ainsi que sur l'évaluation du matériel existant et par le biais d'entretiens avec des praticiens et des experts. Ce processus a permis au consortium du projet d'identifier les domaines dans lesquels une formation complémentaire est nécessaire. En créant une formation appropriée et des ressources d'apprentissage mixtes, le projet permet à davantage d'agriculteurs de développer une expertise sur les moyens de travailler avec les besoins et les capacités des participants ; et d'apprendre à communiquer efficacement, en particulier avec les participants qui sont non verbaux.

Le cours se compose de 6 modules séparés en 3 domaines thématiques :

Thème 1 : Modèles d'agriculture sociale

Module 1 - Introduction à l'agriculture sociale

Module 2 - Présentation des modèles sur la base d'études de cas

Thème 2 : Facteurs de succès de l'agriculture sociale

Module 3 - Facteurs de succès basés sur des études de cas

Module 4 - Communication et gestion des conflits

Thème 3 : Planification et gestion d'entreprise pour une agriculture sociale réussie

Module 5 - Planification d'entreprise / Plan d'affaires

Module 6 - Gestion des entreprises

Le cours est disponible en cinq langues (anglais, allemand, portugais, slovène, français) et est gratuit.

Si vous êtes intéressé par ce cours, veuillez consulter notre site web www.farcura.eu.

[@farcura_erasmus](https://twitter.com/farcura_erasmus)

[@farcura](https://www.facebook.com/farcura)



Project No: 2019-1-IE01-KA202-051446



Projet « Land Mobility »

Daniel MONTELEONE, ELO

Le projet « Land Mobility » s'est réuni le 14 décembre dernier pour sa 3^{ème} réunion transnationale (TNM). Comme pour la réunion précédente, la TNM s'est tenue virtuellement en raison des restrictions de déplacement à travers l'Europe.

Après un bref accueil de l'Université du Bedfordshire, le coordinateur du projet Macra NA FEIRME a informé tous les partenaires de ses progrès. Patrick BRADY a fait remarquer que malgré la crise COVID-19 à laquelle l'Europe est confrontée, les résultats du projet restent dans les temps et qu'il ne sera pas nécessaire de le prolonger. Les futurs événements, qui devaient être de grands événements en présentiel, seront soit réduits, soit déplacés en ligne de manière virtuelle.

Ensuite, il y a eu une discussion sur les productions intellectuelles (*Intellectual Output*). La première détaille les buts et objectifs du cours et sa conception/gestion. Les différents partenaires clés ont expliqué les normes du CEC, les modules et la date à laquelle le cours sera terminé.

Cette présentation a été suivie d'un diaporama sur les résultats 2 et 3. Plusieurs versions de diapositives animées ont été présentées et le groupe a pris des décisions sur le style artistique à utiliser. Certaines étaient particulièrement passionnantes et nous sommes impatients de les montrer !

Quant à la suite du projet, les choses continuent de bien se dérouler et une conférence finale aura lieu cet été. (Nous espérons que la conférence se déroulera en présentiel, mais tout dépend de la situation dans les États membres et de la possibilité de tenir de telles réunions). Notre prochaine réunion transnationale aura lieu en juin. N'oubliez pas de vous abonner sur les réseaux sociaux @LandMobility et restez à l'écoute pour connaître la date de notre conférence finale.

<http://land-mobility.eu/>

[@LandMobility](https://twitter.com/LandMobility)

[@LandMobility](https://www.facebook.com/LandMobility)



This project has been funded with support from the European Commission. This website reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein. Project number: 2019-1-IE01-KA202-051449



Les moments forts de 2020, la dynamique 2021 !



2020 a été une année hors du commun et les YFCS, comme tant d'autres organisations, ont dû s'adapter et trouver le moyen de rester en contact avec les membres par le biais d'événements en ligne.

Leonor CESAR DAS NEVES, coordinatrice de la stratégie, YFCS

Le premier webinar mensuel a été lancé en novembre 2020, remplissant ainsi l'objectif d'informer les membres et autres participants sur les questions rurales et de créer une interconnectivité, en proposant aux jeunes membres un réseau intéressant et durable. Nous tenons à remercier tout particulièrement nos intervenants, le Dr Leonard MIZZI, chef d'unité à la Commission européenne, DG Coopération internationale et développement, et le Pr Allan BUCKWELL, directeur de recherche de la Fondation RISE. Leur discussion sur la sécurité alimentaire a été passionnante et a démontré les différents aspects d'un même sujet. Une question d'accessibilité/de demande et d'offre/d'accès.

Notre webinar de décembre a permis d'en savoir plus sur l'entreprenariat. Julianne BECKER pour Coconat et Gaëtan de BRIEY pour Timtrack, ont aimablement partagé leurs



expériences en matière de création d'entreprise. Et nous avons eu l'honneur d'entendre Karl GROTENFELT, fondateur du prix FAMILI-GRO.

Malheureusement, en raison des circonstances, notre webinar de janvier a dû être reporté. Nous avons eu un fantastique webinar sur le sujet incontournable du Brexit en février avec Richard ANDERSON de la DEFRA. Et nous sommes impatients de présenter Georgios MATHIOUDAKIS de la Commission européenne en mars pour un débat sur la connectivité rurale.

Nous aimerions rappeler à tous les lecteurs que ces webinaires, bien qu'ils s'adressent à nos membres YFCS, sont ouverts à toute personne intéressée ! Aussi, pouvons-nous vous suggérer de réserver chaque deuxième lundi du mois à l'heure du déjeuner ! Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site web.

Nous avons été informés par certains membres des problèmes causés par des promoteurs qui recherchent désespérément des activités de plein air pendant ces périodes pleines de restrictions ; certains d'entre eux causent malheureusement des dommages à des propriétés privées afin d'éviter les zones publiques. C'est pourquoi YFCS 'Research' a lancé une enquête. Ses résultats seront discutés en avril lors d'un webinar dédié. Nous invitons tous ceux intéressés par le sujet à remplir et à partager notre enquête ! (google YFCS-Rural Disorder).

Nous avons pu organiser notre première assemblée générale virtuelle par chat vidéo.

Cela a fait du bien à tout le monde de revoir des visages connus et de reconnaître que notre réseau est resté fort pendant ces nombreux confinements.

Nous avons lancé notre 'Coffee Roulette', dans le but de permettre aux membres de mieux se connaître, malgré les longues distances et les confinements. En remplissant un formulaire, les membres des YFCS se connectent avec un nouveau membre chaque mois pour discuter. Inscrivez-vous sur www.yfcs.eu ou consultez notre newsletter.

Nous sommes toujours à l'affût de nouveaux concepts. Par conséquent, si vous ou quelqu'un de votre entourage a un projet intrigant, nous vous invitons à nous envoyer un petit article à notre adresse info@yfcs.eu. Et vous pourriez voir votre nom dans la prochaine édition ou sur notre page Instagram/Linked-in !

Il est évident que rien ne vaut une bonne rencontre en personne. Nous avons prévu plusieurs événements pour 2020. Nous espérons qu'ils pourront avoir lieu en 2021 – comme notre assemblée générale, à côté de l'AG organisée par les FCS à Cordoue. Peut-être un Marché de Noël ou des réunions plus restreintes, des bulles régionales, où les membres d'une même région, ville ou comité se réunissent



Nous souhaitons à tous une bonne année 2021. Pour ma part, je suis très enthousiaste, car nous avons plusieurs partenariats, discussions et activités qui se préparent pour le plaisir de nos membres et de nos supporters !

www.yfcs.eu

@yfcs.offical

YFCS

AGRILAND

Exploitant et/ou coordinateur d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.be
☎ +32 (0)10 23 29 00

France
damien.deriberolles@agrilandfrance.fr
☎ +33 (0)6 50 98 17 13

www.agriland.be



Le tilleul de la liberté



Arbre européen de l'année 2021 et la conférence « Planter pour l'avenir »

En 2021, le concours de l'Arbre européen de l'année (ETY) est entré dans sa deuxième décennie. Depuis 2010, des personnes de toute l'Europe participent à la recherche de leur arbre préféré. Jusqu'à présent, pas moins de 1300 arbres ont été inclus dans les concours nationaux.

Josef JARY, EPA

Cette année, quatorze pays ont participé avec leurs candidats élus à travers des concours nationaux. Deux pays partenaires n'ont pas pu participer en raison des restrictions pandémiques plus strictes. Heureusement, l'intérêt du public continue de croître et, jusqu'à présent, près d'un demi-million de votes ont été exprimés pour nos arbres-candidats.

En conséquence, nous avons décidé d'intensifier le concours et d'organiser une conférence de haut niveau afin de discuter du projet de la Commission européenne visant à planter 3 milliards d'arbres supplémentaires en Europe d'ici 2030. Notre objectif est de réunir tous les acteurs concernés et d'envoyer à la CE le message que nous sommes prêts à réaliser ce projet ambitieux. Des villes, des régions et des pays présenteront leurs plans, des entreprises montreront leurs engagements, des ONGs et des initiatives mises en place pour planter des arbres confirmeront leur capacité à aider et à mobiliser tous les secteurs concernés.

La conférence sera organisée conjointement avec la cérémonie de remise des prix aux lauréats de l'ETY et tous les lecteurs sont invités à les regarder le **17 mars à 13 heures CET**, lorsqu'elle sera diffusée en continu sur Facebook et Twitter. Sous l'égide du ministre des affaires étrangères de la République tchèque, Tomáš PETŘÍČEK et des députés européens Luděk NIEDERMAYER et Michal WIEZIK, le discours d'ouverture de Frans TIMMERMANS, vice-président de la Commission européenne, cet événement mérite d'être suivi avec attention !

Pour plus d'informations : www.treeoftheyear.org



CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

Discover these beautiful country estates
that offer a rich diversity of activities
set in beautifully scenic, historical and
natural surroundings!

For the latest news from all estates, please
follow us from your Instagram App.
Now more than 1000 followers!!

Welcoming
Estates
Website

www.welcomingestateswebsite.com

Agenda

3 - 4 mars, en ligne, Bydgoszcz

7ème EKMA - Congrès des gestionnaires d'entreprises agricoles
(Pologne), co-organisé par ELO
<https://kongresagrobiznesu.pl>

8 mars, en ligne, Bruxelles

Webinaire des YFCS sur la connectivité rurale
www.yfcs.eu

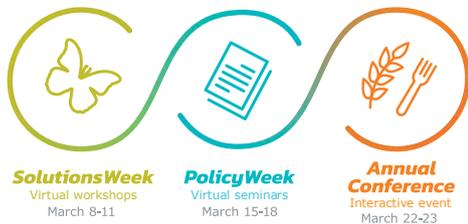
18 - 19 mars, en ligne, Bruxelles

Conférence finale d'UNISECO
<https://uniseco-project.eu/>

Design & proof readers
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José M^a Gomez-Acebo Rosas
Athena Lefebvre

Back office:
Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org



**Register now for the FFA2021
Annual Conference**
Food system renewal
March 23, 2021



FFA2021 Month of March – full list of events

Date	Time	FFA2021 Solutions Week
Mon, March 8, 2021	14:30 - 16:00 CET	Accounting for water: The present and future of nature-based approaches
Mon, March 8, 2021	16:00 - 17:30 CET	New tools and instruments for private land conservation in Europe
Tue, March 9, 2021	10:30 - 12:00 CET	Striking the right chord to support nature-friendly farming
Tue, March 9, 2021	14:00 - 15:30 CET	Sustainable solutions from Syngenta
Wed, March 10, 2021	10:30 - 12:00 CET	Racing to scale regenerative farming
Wed, March 10, 2021	14:00 - 15:30 CET	Fostering a sustainable environment for EU plant-based proteins
Thu, March 11, 2021	10:30 - 12:00 CET	RISE: A conversation on the future of European soil
Thu, March 11, 2021	15:00 - 16:30 CET	Carbon Farming: linking agriculture with climate and biodiversity goals

Date	Time	FFA2021 Policy Week
Tue, March 16, 2021	10:30 - 12:30 CET	Farm to Fork Strategy: building a sustainable EU Food system framework
Tue, March 16, 2021	14:30 - 16:00 CET	Will the European Common Agricultural Policy (CAP) deliver for society?
Tue, March 16, 2021	16:15 - 16:45 CET	Soil Award
Wed, March 17, 2021	16:00 - 17:30 CET	Forestry Management in Europe
Thu, March 18, 2021	16:30 - 18:00 CET	Strengthening the transatlantic cooperation for research and innovation in the agri-food system

Date	Time	FFA2021 Annual Conference Week
Mon, March 22, 2021	14:00 - 17:00 CET	FFA2021 Annual Conference – Virtual platform preview & exhibition
Tue, March 23, 2021	09:00 - 17:00 CET	FFA2021 Annual Conference – Food System Renewal <ul style="list-style-type: none"> Renewing leadership within the food system Making the food system climate resilient Healthy food for all at scale Learnings from COVID to build the food system transformation Towards global food system renewal

Founding partners



Strategic partners



FFA Friends



Visit www.forumforagriculture.com to register for the FFA2021 events